



Société anonyme au capital de 1 009 897 173,75 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2018

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 mars 2018
sous le numéro D.18-0112

Première actualisation du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 7 mai 2018 sous le numéro D.18-0112-A01

Deuxième actualisation du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 6 août 2018 sous le numéro D.18-0112-A02

AUTORITE
DES MARCHÉS FINANCIERS



La présente actualisation du Document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 novembre 2018 sous le numéro D.18-0112-A03, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018

1 - CHAPITRE 2 : RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE	3
1.1 COMMUNIQUE DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018	3
1.2 POLITIQUE FINANCIERE	27
1.3 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ET CESSIONS EFFECTUEES - ACTUALISATION DE LA PAGE 66 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018.....	30
1.4 ACQUISITIONS EN COURS ET CONTRATS IMPORTANTS - ACTUALISATION DE LA PAGE 67 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018.....	31
2 - CHAPITRE 4 : FACTEURS DE RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES	32
2.1 RATIOS PRUDENTIELS.....	32
2.2 RATIOS PRUDENTIELS CRR/CRD4	33
2.3 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX - ACTUALISATION DE LA PAGE 199 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018	34
2.4 RISQUES DE MARCHE : EVOLUTION DE LA VAR ET SVAR DE TRADING - ACTUALISATION DES PAGES 202 A 205 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018.....	34
2.5 RISQUE DE LIQUIDITE.....	35
2.6 INFORMATION SUR LES RISQUES ET LITIGES – ACTUALISATION DE LA PAGE 232 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2018.	36
3 - CHAPITRE 8 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	38
3.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	38
3.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	38
3.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	39
4 - CHAPITRE 9 : TABLES DE CONCORDANCE	40
4.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	40

1 - Chapitre 2 : Rapport d'activité du Groupe

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation du Document de référence 2018

1.1.1 Communiqué de presse du 8 novembre 2018 : Résultats du 3ème trimestre 2018 - actualisation des pages 30 à 49 du Document de référence 2018

Paris, le 8 novembre 2018

T3-18 : CONFIRMATION D'UN BON NIVEAU DE RENTABILITÉ : ROTE⁽¹⁾ DE 11,0% AU T3-18 ET DE 11,0% SUR LES 9M-18

FAITS MARQUANTS

Hausse des revenus du Groupe de 9,0%⁽¹⁾ au T3-18 (+4,4% en excluant la revalorisation des titres Euroclear) portée principalement par les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux, le rebond des Activités de Marché et la dynamique soutenue du Financement et Conseil
Coûts en ligne avec l'objectif 2018 dans la Banque de Détail en France et **effet ciseaux positif** dans la Banque de détail et Services Financiers Internationaux et la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs

Bon niveau de **rentabilité** : **ROTE⁽¹⁾ de 11,0%** au T3-18 et de 11,0% sur les 9M-18

Poursuite du **recentrage** du Groupe au travers de la **signature d'un accord de cession d'Euro Bank (Pologne)**

Nouvelle **avancée dans la résolution des litiges**

Bilan et **profil de risque** encore **renforcés**

Engagement du Groupe dans des **transformations positives** reconnu au travers de plusieurs prix et récompenses

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

- **Revenus⁽¹⁾** T3-18 : 6 530 M EUR (+9,0% /T3-17) ; 9M-18 : 19 278 M EUR (+2,4% /9M-17)
- **Frais de gestion⁽¹⁾** T3-18 : 4 374 M EUR (+5,2% /T3-17) ; 9M-18 : 12 968 M EUR (+2,5% /9M-17)
- **Résultat net part du Groupe⁽¹⁾** T3-18 : 1 252 M EUR (+16,1% /T3-17) ; 9M-18 : 3 721 M EUR (+2,9% /9M-17)
- **Résultat net comptable part du Groupe** T3-18 : 1 234 M EUR (+32,4% /T3-17) ; 9M-18 : 3 240 M EUR (+18,4% /9M-17)
- **Ratio CET1 non-phasé** : 11,2%
- **Bénéfice net par action** 9M-18 : EUR 3,62 ; **provision pour dividende** : EUR 1,81 (taux de distribution de 50%)

Frédéric Oudéa, Directeur Général du Groupe, a commenté :

« Société Générale publie des résultats trimestriels solides avec un bon niveau de rentabilité. Nos revenus augmentent grâce à la croissance confirmée des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et à la bonne dynamique des activités de Financement et Conseil et de Marché. La discipline dans la gestion des coûts se poursuit et le coût du risque bas confirme la qualité de notre portefeuille de crédit. Le groupe met fin ce trimestre aux impacts financiers des grands litiges avec les autorités américaines relatifs à la période pré-crise financière. Enfin le groupe poursuit l'optimisation de son portefeuille d'activités avec l'annonce de la cession de sa filiale polonaise. Fort de ces différentes avancées et de sa reconnaissance comme une des banques les plus responsables en Europe, le groupe poursuit avec détermination et confiance la mise en œuvre de son plan stratégique. »

Le renvoi * dans ce document correspond à des données à périmètre et taux de change constants.

(1) Données sous-jacentes. Cf note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes.

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation		9M-18	9M-17	Variation	
Produit net bancaire	6 530	5 958	+9,6%	+9,9%*	19 278	17 631	+9,3%	+10,9%*
<i>Produit net bancaire sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>6 530</i>	<i>5 993</i>	<i>+9,0%</i>	<i>+9,2%*</i>	<i>19 278</i>	<i>18 834</i>	<i>+2,4%</i>	<i>+3,7%*</i>
Frais de gestion	(4 341)	(4 001)	+8,5%	+8,6%*	(13 473)	(12 814)	+5,1%	+6,6%*
<i>Frais de gestion sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>(4 374)</i>	<i>(4 157)</i>	<i>+5,2%</i>	<i>+5,4%*</i>	<i>(12 968)</i>	<i>(12 657)</i>	<i>+2,5%</i>	<i>+3,8%*</i>
Résultat brut d'exploitation	2 189	1 957	+11,9%	+12,4%*	5 805	4 817	+20,5%	+22,7%*
<i>Résultat brut d'exploitation sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>2 156</i>	<i>1 836</i>	<i>+17,4%</i>	<i>+18,0%*</i>	<i>6 310</i>	<i>6 178</i>	<i>+2,1%</i>	<i>+3,5%*</i>
Coût net du risque	(264)	(512)	-48,4%	-48,3%*	(642)	(880)	-27,0%	-24,0%*
<i>Coût net du risque sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>(264)</i>	<i>(212)</i>	<i>+24,5%</i>	<i>+25,3%*</i>	<i>(642)</i>	<i>(680)</i>	<i>-5,6%</i>	<i>-0,3%*</i>
Résultat d'exploitation	1 925	1 445	+33,2%	+34,1%*	5 163	3 937	+31,1%	+33,0%*
<i>Résultat d'exploitation sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>1 892</i>	<i>1 624</i>	<i>+16,5%</i>	<i>+17,1%*</i>	<i>5 668</i>	<i>5 498</i>	<i>+3,1%</i>	<i>+3,9%*</i>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	72	-97,2%	-97,2%*	(39)	317	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(539)	(459)	+17,4%	+16,8%*	(1 425)	(1 150)	+23,9%	+25,4%*
Résultat net part du Groupe	1 234	932	+32,4%	+35,9%*	3 240	2 737	+18,4%	+23,2%*
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>1 252</i>	<i>1 079</i>	<i>+16,1%</i>	<i>+18,7%*</i>	<i>3 721</i>	<i>3 616</i>	<i>+2,9%</i>	<i>+6,1%*</i>
ROE	9,3%	6,9%			8,1%	6,6%		
ROTE	10,9%	8,1%			9,6%	7,7%		
ROTE sous-jacent⁽¹⁾	11,0%	9,5%			11,0%	10,4%		
<i>Coefficient d'exploitation sous-jacent⁽¹⁾</i>	<i>67%</i>	<i>69%</i>			<i>67%</i>	<i>67%</i>		

(1) Ajusté des éléments non économiques (au T3-17 et 9M-17), exceptionnels et de la linéarisation d'IFRIC 21.

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 7 novembre 2018 sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du troisième trimestre et neuf mois 2018 du Groupe Société Générale.

Les différents retraitements permettant le passage des données sous-jacentes aux données publiées sont présentés dans les notes méthodologiques (§10.5).

Produit net bancaire : 6 530 M EUR (+9,6% /T3-17), 19 278 M EUR (+9,3% /9M-17)

Le produit net bancaire sous-jacent s'inscrit en nette hausse de 9,0% au T3-18 (+4,4% hors réévaluation des titres Euroclear) à 6 530 millions d'euros contre 5 993 millions d'euros au T3-17. Sur le 9M-18, le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 19 278 millions d'euros en hausse de 2,4% (+0,9% hors réévaluation des titres Euroclear) contre 18 834 millions d'euros au 9M-17.

- Les revenus de la Banque de Détail en France sont en progression de +1,8% au T3-18 (+2,3% /T3-17 hors variation de la provision PEL/CEL) et en recul de -0,3% au 9M-18 (-0,6%/9M-17 hors provision PEL/CEL), tirés par des commissions dynamiques dans un environnement toujours marqué par des taux d'intérêt bas.
- Le produit net bancaire de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux s'inscrit en nette hausse +7,3% (+8,0%*) au T3-18 par rapport au T3-17 et de 5,1% (+6,4%*) au 9M-18 par rapport au 9M-17, portée par la croissance des activités dans l'ensemble des métiers et des géographies.
- Les revenus de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs s'inscrivent en hausse au T3-18 (+7,7%) par rapport au T3-17 sous l'effet d'un rebond des Activités de Marché et d'une bonne dynamique des activités de Financement et Conseil et en léger retrait au 9M-18 (-2,5%) par rapport au 9M-17.

En application d'IFRS 9, la variation de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre n'est plus comptabilisée dans le résultat de la période. Par conséquent, le Groupe ne retraite plus en 2018 ses résultats des éléments non économiques.

Frais de gestion : -4 341 M EUR (+8,5% /T3-17), -13 473 M EUR (+5,1% /9M-17)

Les frais de gestion sous-jacents s'élevaient à -4 374 millions d'euros sur le T3-18 contre -4 157 millions d'euros au T3-17 (+5,2%) et à -12 968 millions d'euros au 9M-18 contre -12 657 millions d'euros au 9M-17 (+2,5%).

La progression des frais généraux est en ligne avec l'objectif annuel dans la Banque de Détail en France. L'accompagnement de la croissance des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs se traduit par un effet ciseaux positif entre la croissance des revenus et celle des coûts.

La provision pour litiges fait l'objet d'une dotation de -136 millions d'euros au T3-18, enregistrée en frais généraux. Le solde de la provision pour litiges est de 1,58 milliard d'euros au 30 septembre 2018.

Résultat brut d'exploitation : 2 189 M EUR (+11,9% /T3-17), 5 805 M EUR (+20,5% /9M-17)

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève à 2 156 millions d'euros sur le T3-18 (1 836 millions d'euros au T3-17) et à 6 310 millions d'euros au 9M-18 (6 178 millions d'euros au 9M-17).

Coût du risque⁽¹⁾ : -264 M EUR au T3-18, -642 M EUR au 9M-18

La charge du risque sous-jacente du Groupe s'élève à -264 millions d'euros au T3-18 (-212 millions d'euros au T3-17) et à -642 millions d'euros au 9M-18 (-680 millions d'euros au 9M-17).

Le coût du risque commercial est en hausse au T3-18 à 22 points de base (17 points de base au T3-17) et stable à un niveau bas au 9M-18 à 18 points de base (19 points de base au 9M-17).

- Dans la Banque de détail en France, le coût du risque commercial s'élève à 25 points de base au T3-18 (22 points de base au T3-17) grâce à une politique sélective en matière d'origination, dans un environnement économique favorable.
- Le coût du risque de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux s'inscrit à un niveau bas à 37 points de base (33 points de base au T3-17) et bénéficie de reprises de provisions en République Tchèque et en Roumanie.
- Le coût du risque de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs s'établit à 4 points de base (-1 point de base au T3-17) dans un environnement toujours marqué par une faible sinistralité et des retours en sain.

L'objectif 2018 est un coût du risque compris entre 20 et 25 points de base.

Le taux brut d'encours douteux atteint 3,8% à fin septembre 2018 (4,5% à fin septembre 2017). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe s'établit à 55%⁽²⁾ à fin septembre 2018 (stable par rapport au 30 juin 2018).

Résultat d'exploitation : 1 925 M EUR (+33,2% /T3-17), 5 163 M EUR (+31,1% /9M-17)

Le résultat d'exploitation sous-jacent atteint 1 892 millions d'euros au T3-18 (1 624 millions d'euros au T3-17) et 5 668 millions d'euros au 9M-18 (5 498 millions d'euros au 9M-17).

(1) Chiffres 2018 établis selon la norme IFRS 9, chiffres 2017 établis selon la norme IAS 39, chiffres retraités du transfert de Global Transaction and Payment Services de la banque de détail en France vers la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.

(2) Ratio entre le montant des provisions sur les encours douteux et le montant de ces mêmes encours

Résultat net

En M EUR	T3-18	T3-17	9M-18	9M-17
Résultat net part du Groupe comptable	1 234	932	3 240	2 737
Résultat net part du Groupe sous-jacent ⁽¹⁾	1 252	1 079	3 721	3 616

En %	T3-18	T3-17	9M-18	9M-17
ROTE (données brutes)	10,9%	8,1%	9,6%	7,7%
ROTE sous-jacent ⁽¹⁾	11,0%	9,5%	11,0%	10,4%

Le bénéfice net par action s'élève à 3,62 euros au 9M-18 (3,12 euros⁽²⁾ au 9M-17). La provision sur dividende s'élève à 1,81 euros au 9M-18 correspondant à un taux de distribution de 50%.

(1) Ajusté des éléments non économiques (en 2017), exceptionnels et de l'effet de la linéarisation d'IFRIC 21.

(2) Hors éléments non économiques (BNPA brut de 2,98 euros au 9M-17).

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 septembre 2018, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 60,1 milliards d'euros (59,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017 ; 58,4 milliards d'euros⁽¹⁾ au 1^{er} janvier 2018), l'actif net par action est de 63,40 euros et l'actif net tangible par action est de 54,47 euros.

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 304 milliards d'euros au 30 septembre 2018 (1 274 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2018⁽¹⁾, 1 275 milliards d'euros au 31 décembre 2017). Le montant net des encours de crédits à la clientèle au 30 septembre 2018, y compris location financement, est de 410 milliards d'euros (396 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2018, 404 milliards d'euros au 31 décembre 2017) – hors valeurs et titres donnés en pension. Parallèlement, les dépôts de la clientèle atteignent 393 milliards d'euros, au 30 septembre 2018, contre 395 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2018 et au 31 décembre 2017 (hors valeurs et titres donnés en pension).

Au 30 septembre 2018, la maison mère a émis 32,4 milliards d'euros de dette à moyen et long terme, avec une maturité moyenne de 4,7 ans et un spread moyen de 26,9 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 3,3 milliards d'euros. Au total, au 30 septembre 2018, le Groupe a émis 35,7 milliards d'euros de dette à moyen et long terme. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au-dessus des exigences réglementaires à 131% à fin septembre 2018, contre 127% fin juin 2018. Parallèlement, le NSFR (Net Stable Funding Ratio) s'inscrit à un niveau supérieur à 100% à fin septembre 2018.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA) s'élèvent à 364,7 milliards d'euros au 30 septembre 2018 (contre 353,3 milliards d'euros à fin décembre 2017) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 82,2% du total, à 299,8 milliards d'euros, en hausse de 3,6% par rapport au 31 décembre 2017.

Au 30 septembre 2018, le ratio **Common Equity Tier 1** non phasé du Groupe s'établit à 11,2%⁽²⁾ (11,1% au 30 juin 2018, 11,4% à fin décembre 2017) en hausse de 8 points de base par rapport au 30 juin 2018. Le ratio Tier 1 s'élève à 13,7% à fin septembre 2018 et le ratio global de solvabilité s'établit à 16,9%.

Les éléments éligibles au ratio TLAC représentent 22,8% des RWA et 6,9% de l'exposition levier à fin septembre, ce qui est déjà supérieur aux exigences respectives du FSB pour 2019 (19,5% et 6%). En outre, les éléments éligibles au ratio MREL permettent aussi au Groupe de respecter le niveau minimum notifié par le CRU, soit 8% du TLOF⁽³⁾. Ce niveau de 8% du TLOF représentait 24,36% des RWA à la fin de décembre 2016, lesquels ont servi de référence au calibrage du CRU.

Le **ratio de levier** atteint 4,1% au 30 septembre 2018 (4,3% à fin décembre 2017).

Le Groupe est noté par cinq agences de notation : (i) DBRS - notation long terme (dette senior préférée) « A (high) », perspectives positives, notation court-terme « R-1 (middle) » ; (ii) FitchRatings - notation long terme « A », perspectives stables, notation dette senior préférée « A+ », notation court-terme « F1 » ; (iii) Moody's - notation long terme (dette senior préférée) « A1 », perspectives stables, notation court-terme « P-1 » ; (iv) R&I - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives stables ; et (v) S&P Global Ratings - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives relevées à positives le 24 octobre 2018, notation court-terme « A-1 ».

(1) Soldes au 1^{er} janvier 2018 après première application d'IFRS 9 sauf pour les filiales du secteur de l'assurance

(2) Le ratio phasé incluant les résultats de l'exercice en cours à fin septembre 2018 s'élève à 11,2% contre 11,6% à fin décembre 2017 et 11,9% à fin septembre 2017

(3) TLOF : Total Liabilities and Own Funds

3. BANQUE DE DÉTAIL EN FRANCE

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation	9M-18	9M-17	Variation
Produit net bancaire	1 949	1 914	+1,8%	5 948	5 963	-0,3%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	<i>1 942</i>	<i>1 898</i>	<i>+2,3%</i>	<i>5 913</i>	<i>5 946</i>	<i>-0,6%</i>
Frais de gestion	(1 358)	(1 339)	+1,4%	(4 199)	(4 111)	+2,1%
Résultat brut d'exploitation	591	575	+2,8%	1 749	1 852	-5,6%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	<i>584</i>	<i>559</i>	<i>+4,4%</i>	<i>1 714</i>	<i>1 835</i>	<i>-6,6%</i>
Coût net du risque	(119)	(105)	+13,3%	(346)	(363)	-4,7%
Résultat d'exploitation	472	470	+0,4%	1 403	1 489	-5,8%
Résultat net part du Groupe	320	320	+0,0%	955	1 021	-6,5%
RONE	11,4%	11,6%		11,3%	12,5%	
RONE s/jacent⁽¹⁾	10,6%	12,7%		11,3%	13,3%	
<i>Coefficient d'exploitation s/jacent⁽¹⁾</i>	<i>71%</i>	<i>69%</i>		<i>71%</i>	<i>68%</i>	

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21, de la provision PEL/CEL et de l'ajustement des couvertures au T3-17 et 9M-17

La Banque de détail en France affiche ce trimestre une performance résiliente, dans un contexte de taux toujours bas et de transformation des réseaux.

Activité et produit net bancaire

Les trois enseignes de la Banque de détail en France, Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama, affichent une dynamique commerciale solide ce trimestre.

Boursorama conforte sa position de numéro 1 de la banque en ligne en France, avec près de 1,6 million de clients à fin septembre 2018.

Les réseaux Société Générale et Crédit du Nord renforcent leur fonds de commerce sur les clientèles cibles du Groupe.

Sur la clientèle patrimoniale et de banque privée, la Banque de détail en France s'appuie sur une plate-forme de banque privée solide, avec un nombre de clients en hausse de 5,1% à fin août 2018 (par rapport à fin août 2017). La banque privée en France enregistre une collecte nette de 3,1 milliards d'euros sur les 9 premiers mois de l'année et une hausse des encours de +3,9% au T3-18 à 64,3 milliards d'euros (y compris Crédit du Nord) par rapport à T3-17.

La bancassurance est dynamique avec une collecte nette de 411 millions d'euros et des encours en progression de 2,0% à 94 milliards d'euros, avec un taux d'unité de compte à 25%.

Concernant la clientèle Entreprises, la Banque de détail en France poursuit le développement de son expertise au service des clients, avec le déploiement de 4 centres d'affaires régionaux à fin octobre. Le nombre de clients Entreprises augmente de 1% par rapport au T3-17.

S'agissant de la clientèle Professionnels, Société Générale continue de renforcer son modèle d'expertise et de proximité, avec l'ouverture de 3 nouveaux Espaces Pro ce trimestre. Le nombre de clients Professionnels dans la Banque de détail en France progresse de 1% par rapport au T3-17.

Dans un contexte de taux bas, le Groupe confirme sa stratégie d'origination sélective.

La production de crédits immobiliers s'établit à 4,9 milliards d'euros au T3-18 en retrait de 10,5% par rapport au T3-17 mais en hausse de 12,0% par rapport au T2-18. La production de crédit consommation reste dynamique ce trimestre avec une hausse de +2,6% par rapport au T3-17 et de 11,1% sur 9 mois.

Les encours de crédit pour les particuliers s'établissent à 110,3 milliards d'euros et progressent de +3,0% au T3-18 par rapport au T3-17.

La production de crédits d'investissement aux entreprises est particulièrement dynamique ce trimestre avec une hausse de 18,0% à 3,5 milliards d'euros, avec une progression des encours moyens de crédits d'investissement de +4,2% par rapport au T3-17.

Au total, les encours moyens de crédits progressent de +3,5% par rapport au T3-17 à 186,7 milliards d'euros. Les encours moyens de dépôts au bilan s'établissent à 201,5 milliards d'euros au T3-18, en hausse de +3,0% par rapport au T3-17, portés par les dépôts à vue (+8,2%). Le ratio crédits sur dépôts moyens ressort ainsi à 93% au T3-18 (par rapport à 92% au T3-17).

La Banque de détail en France enregistre, au T3-18, un produit net bancaire (après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL) de 1 942 millions d'euros, en hausse de 2,3% par rapport au T3-17. Sur 9 mois, il est en baisse de 0,6%. Le produit net bancaire publié (après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL) est attendu en légère baisse (entre -1% et -2%) sur 2018 par rapport à 2017 (7 982 millions d'euros).

En retraitant de l'impact de l'opération d'ajustement des couvertures de -88 millions d'euros au T3-17, le produit net bancaire (après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL) est en baisse de 2,2% au T3-18 et de 2,0% sur 9 mois.

Cette évolution reflète une forte dynamique des commissions (+3,6% par rapport au T3-17 et +1,7% par rapport au 9M-17), avec une bonne performance des commissions de service et une reprise des commissions financières en particulier sur la Banque privée et l'assurance. Cette bonne dynamique est compensée par l'impact de l'environnement de taux bas sur la marge nette d'intérêt hors provision PEL/CEL (+1,1% par rapport au T3 17 et -4,4% par rapport au 9M-17 et en contraction de 7,2% sur le trimestre et de 7,0% sur 9 mois en retraitant de l'impact de l'opération d'ajustement des couvertures au T3-17).

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de détail en France s'établissent à 1 358 millions d'euros, en hausse de 1,4% par rapport au T3-17.

Sur 9 mois, ils sont en hausse de 2,1%, en ligne avec l'anticipation de progression des frais de gestion sous-jacents inférieure à 3% sur l'année, et reflètent ainsi l'accélération des investissements dans la transformation digitale et le développement des relais de croissance.

Dans le cadre de son plan de transformation, le Groupe a notamment fermé 75 agences sur 9 mois. En parallèle, le Groupe continue la digitalisation des réseaux avec la poursuite de la dématérialisation de l'offre.

Au T3-18, le coefficient d'exploitation s'établit à 71,3% après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 (70,6% au 9M-18)

Résultat d'exploitation

Au T3-18, le coût du risque est en progression de 13,3% par rapport au T3-17 et reste à un niveau faible à 25bps. Le résultat d'exploitation ressort à 472 millions d'euros au T3-18 (+0,4% par rapport au T3-17). Sur 9 mois, la Banque de détail en France affiche un résultat d'exploitation de 1 403 millions d'euros (1 489 millions d'euros sur 9M-17).

Résultat net part du Groupe

La Banque de détail en France affiche un résultat net part du Groupe de 320 millions d'euros au T3-18 (320 millions d'euros au T3-17). La rentabilité après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 et retraitée de la provision PEL/CEL ressort à 10,6% (versus 12,7% au T3-17 retraitée de l'opération d'ajustement des couvertures). Sur 9 mois, le résultat net part du Groupe ressort à 955 millions d'euros (1 021 millions d'euros sur 9M-17).

Sur le 9M-18, le RONE sous-jacent s'établit à 11,3%.

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation		9M-18	9M-17	Variation	
Produit net bancaire	2 092	1 949	+7,3%	+8,0%*	6 156	5 857	+5,1%	+6,4%*
Frais de gestion	(1 100)	(1 051)	+4,7%	+5,4%*	(3 381)	(3 236)	+4,5%	+6,3%*
Résultat brut d'exploitation	992	898	+10,5%	+11,0%*	2 775	2 621	+5,9%	+6,4%*
Coût net du risque	(124)	(111)	+11,7%	+13,1%*	(290)	(281)	+3,2%	+16,4%*
Résultat d'exploitation	868	787	+10,3%	+10,7%*	2 485	2 340	+6,2%	+5,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	0	n/s	x 21,1	6	33	-81,8%	-82,7%*
Résultat net part du Groupe	532	493	+7,9%	+12,0%*	1 502	1 489	+0,9%	+4,7%*
RONE	18,9%	18,0%			17,6%	17,8%		
RONE s/jacent⁽¹⁾	18,2%	17,4%			17,9%	17,9%		
<i>Coefficient d'exploitation s/jacent⁽¹⁾</i>	<i>54%</i>	<i>56%</i>			<i>54%</i>	<i>55%</i>		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

Au T3-18, le produit net bancaire s'élève à 2 092 millions d'euros, en croissance de +7,3% par rapport au T3-17, porté par une très bonne dynamique commerciale dans l'ensemble des régions et des métiers. Les frais de gestion sont en hausse de +4,7% sur la période, générant un effet ciseaux positif. Le résultat brut d'exploitation du trimestre s'établit ainsi à 992 millions d'euros (+10,5% par rapport au T3-17). Le coût du risque, en hausse de 13 millions d'euros, reste globalement bas à 124 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'établit à 532 millions d'euros, en hausse de +7,9% par rapport au T3-17.

Sur le 9M-18, les revenus s'élèvent à 6 156 millions d'euros, en hausse de +5,1% par rapport au 9M-17. Les frais de gestion, intégrant, au T2-17, une reprise de provision pour restructuration de 60 millions d'euros, sont en hausse de +4,5% par rapport au 9M-17. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 775 millions d'euros (+5,9% par rapport au 9M-17). Le coût du risque affiche une légère hausse de +3,2% par rapport au 9M-17 et le résultat net part du Groupe ressort à 1 502 millions d'euros (+0,9% par rapport au 9M-17). Le RONE sous-jacent s'établit à 17,9%.

Le 5 novembre 2018, Société Générale a signé un accord en vue de la cession à Bank Millennium d'Euro Bank en Pologne. Cette transaction interviendra dans les prochains mois, sous réserve de l'obtention des autorisations des autorités bancaires et de la concurrence compétentes. Cette transaction aura un impact d'environ +8 bps sur le ratio CET1.

Banque de détail à l'International

A fin septembre 2018, les encours de crédits et de dépôts de la Banque de détail à l'International croissent au même rythme, respectivement de +6,2% (+7,0%*) et +5,8% (+6,4%*) au T3-18, pour s'établir à 91,5 milliards d'euros et 82,1 milliards d'euros.

Le bon dynamisme commercial s'observe dans toutes les géographies, notamment sur le segment des particuliers, et se traduit par une bonne performance des revenus, en progression de +8,2% (+9,9%*) par rapport au T3-17, portant le produit net bancaire à 1 418 millions d'euros au T3-18.

Dans le même temps, les frais de gestion restent maîtrisés à 792 millions d'euros, en hausse modérée de +4,8% (+6,5%*). Ces deux facteurs permettent d'extérioriser un résultat brut d'exploitation en forte croissance de +12,8% (+14,5%*) pour s'établir à 626 millions d'euros au T3-18. Le résultat net part du Groupe évolue de façon cohérente de +13,0% par rapport au T3-17 et s'établit à 313 millions d'euros au T3-18.

Sur les 9 premiers mois 2018, le produit net bancaire s'élève à 4 131 millions d'euros et le résultat net part du Groupe ressort à 855 millions d'euros, en hausse respectivement de +5,7% (+8,8%*) et de +7,4% sur un an.

En Europe de l'Ouest, portés par le dynamisme de l'activité automobile et un environnement économique favorable, les encours de crédit se renforcent de +11,9% par rapport au T3-17, à 19,5 milliards d'euros. Sur le trimestre, les revenus s'établissent à 215 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation à 118 millions d'euros ; tous deux sont en forte hausse de respectivement +8,6% et +12,4% par rapport au T3-17. Le résultat net part du Groupe ressort à 61 millions d'euros, soit +8,9% sur la même période.

En République Tchèque, les encours de crédits progressent (+3,2% sur an, soit +2,2%*) comme les encours

de dépôts (+5,2% sur un an, soit +4,2%*), notamment sur le segment des particuliers. Cet effet volume, conjugué à une hausse des taux, porte le produit net bancaire à 284 millions d'euros, +10,1% par rapport au T3-17 (+8,5%*). La gestion disciplinée des coûts à 136 millions d'euros, +3,0% par rapport au T3-17 (+1,7%*) accélère la croissance du résultat brut d'exploitation qui s'établit en forte hausse de 17,5% (+15,6%*), à 148 millions d'euros au T3-18. Au final, la franchise affiche un solide résultat net part du groupe de 77 millions d'euros au T3-18, soit +30,5% par rapport au T3-17, avec un coût du risque en reprise de 11 millions d'euros.

En Roumanie, les encours de crédits s'établissent à 6,7 milliards d'euros, stable à change courant et en légère hausse à change constant de +1,5%*. Les encours de dépôt évoluent de +1,0% (+2,4%*), à la faveur de l'augmentation générale des salaires, pour s'établir à 9,4 milliards d'euros au T3-18. Dans un contexte de remontée des taux, le produit net bancaire progresse de +11,4% (+13,0%*) sur le trimestre, pour atteindre 156 millions d'euros. En relatif, les frais de gestion évoluent de +5,0% (6,3%*) à 84 millions d'euros. La performance opérationnelle ressort à 72 millions d'euros, en forte croissance de +20,0% (+21,9%*) par rapport au T3-17. La bonne maîtrise des risques se confirme avec un coût du risque stable par rapport au T3-17. La contribution de la franchise au résultat net part du Groupe s'améliore in fine de +14,7% à 39 millions d'euros au T3-18.

Dans les autres pays d'Europe, les encours de crédits sont en hausse de 9,0% (+8,3%*) et les encours de dépôts de 7,9% (+7,0%*) par rapport au T3-17. Les revenus progressent de +14,5% (+13,8%*) à 174 millions d'euros, saluant une bonne performance de tous les segments de clientèle, notamment en Serbie, tandis que les frais de gestion sont en hausse de 4,4% (+3,9%*). La maîtrise du coût du risque se poursuit dans tous les pays avec une baisse significative de -13,3% (-13,9%*). Au global, le résultat net part du Groupe ressort à 51 millions d'euros en forte hausse de 41,7% par rapport au T3-17.

En Russie, dans un contexte de dépréciation du rouble, le développement commercial sur le segment des particuliers se confirme. L'évolution des encours de crédits poursuit ainsi sa tendance haussière de +11,3%* à change constant (+2,0% à change courant). La collecte des dépôts est fortement positive à +18,0%* (+9,6%) tirée à la fois par le segment des particuliers et des entreprises compte tenu du surplus de liquidité sur le marché. Le produit net bancaire de SG Russie⁽¹⁾ ressort à 207 millions d'euros au T3-18 en hausse de +11,1%* (+0,6% en courant). Les frais de gestion sont en hausse de +7,7%* à 133 millions d'euros au T3-18 (-1,6% à change courant). Le coût net du risque augmente de 10* millions d'euros et reste à un niveau globalement faible de 20 millions d'euros au T3-18. SG Russie affiche une contribution positive au résultat net part du Groupe de 43 millions d'euros, soit +8,6%* à change constant par rapport au T3-17 (-4,5% à change courant).

En Afrique, Bassin méditerranéen et Outremer, l'activité commerciale est globalement bien orientée dans toutes les implantations. La hausse des encours de crédits s'établit à +7,4% (+8,1%*) par rapport au T3-17, soit un stock de 20,3 milliards d'euros au T3-18, et s'accompagne de son corollaire sur les encours de dépôts à +6,5% (7,3%*) soit 20,2 milliards d'euros. Le produit net bancaire s'établit à 403 millions d'euros, soit +6,3% (+8,1%*) par rapport au T3-17, légèrement obéré par les difficultés macro-économiques rencontrées au Bénin et au Tchad. La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 50 millions d'euros (56 millions d'euros au T3-17), affectée par un effet de saisonnalité sur les frais de gestion de +9,4% (10,6%*) et un coût net du risque en hausse de +17,4% (+19,4%*) au T3-18.

Assurances

Au T3-18, l'activité Assurance Vie bénéficie d'une augmentation des encours de +3,2%* par rapport au T3-17, ainsi que d'une allocation favorable vers les unités de compte, en hausse de +2 points par rapport au T3-17, à 28%.

La croissance des activités Prévoyance (primes +8,9%* par rapport au T3-17) se poursuit. De même, l'Assurance Dommages continue sa forte progression (primes +12,4%* par rapport au T3-17), notamment à l'international.

Au global, l'activité Assurances affiche une hausse du produit net bancaire de +2,4% par rapport au T3-17, à 217 millions d'euros (+2,7%* à périmètre et change constants). Les frais de gestion sont en hausse de +5,5% (+5,8%*) par rapport au T3-17, reflétant le développement de l'activité et les investissements liés aux évolutions réglementaires. Le coefficient d'exploitation est maintenu à un niveau bas (35,5% au T3-18). La contribution au résultat net part du Groupe du métier s'élève à 94 millions d'euros, en progression de +3,3% par rapport au T3-17.

Sur les 9M-18, le produit net bancaire est en hausse de +7,3% (+5,0%*) à 663 millions d'euros et le résultat net

(1) SG Russia regroupe les entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

part du Groupe en hausse de +8,8% à 273 millions d'euros.

Services Financiers aux Entreprises

Les Services Financiers aux Entreprises maintiennent un bon dynamisme commercial sur le troisième trimestre.

Le métier de location longue durée et gestion de flottes de véhicules affiche une hausse soutenue de son parc (+9,8% par rapport à fin T3-17) pour atteindre 1,626 millions de véhicules au T3-18, portée par la stratégie de diversification des canaux de distribution.

Les activités de Financement de biens d'équipement professionnels enregistrent au T3-18 une augmentation des encours de +5,6% (+5,9%*) par rapport au T3-17, à 17,7 milliards d'euros (hors affacturage), portée notamment par une bonne performance en Scandinavie.

Dans ce contexte, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises au T3-18 est en hausse de +7,3%, par rapport au T3-17, à 457 millions d'euros (+4,8%*). Les frais de gestion affichent une augmentation de +4,1% par rapport au T3-17, à 231 millions d'euros (+1,7%*) et le coût du risque s'établit à 21 millions d'euros, en augmentation de 7 millions d'euros. La contribution au résultat net part du Groupe est de 125 millions d'euros, stable par rapport au T3-17.

Sur les 9M-18, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises ressort à 1 362 millions d'euros, en hausse de +2.3% par rapport au 9M-17, et le résultat net part du Groupe s'élève à 374 millions d'euros comparé à 442 millions d'euros sur les 9M-17, en baisse de -15,4%, reflétant notamment la consolidation d'ALD à hauteur d'environ 80% lors de son introduction en bourse.

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation		9M-18	9M-17	Variation	
Produit net bancaire	2 178	2 022	+7,7%	+7,5%*	6 805	6 980	-2,5%	-0,2%*
Frais de gestion	(1 710)	(1 618)	+5,7%	+5,6%*	(5 462)	(5 378)	+1,6%	+3,7%*
Résultat brut d'exploitation	468	404	+15,8%	+15,1%*	1 343	1 602	-16,2%	-13,6%*
Coût net du risque	(15)	4	n/s	n/s	5	(37)	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	453	408	+11,0%	+10,4%*	1 348	1 565	-13,9%	-11,4%*
Résultat net part du Groupe	345	325	+6,2%	+5,4%*	1 018	1 219	-16,5%	-14,2%*
RONE	8,7%	8,7%			8,9%	10,7%		
RONE s/jacent⁽¹⁾	6,9%	7,0%			9,5%	11,3%		
<i>Coefficient d'exploitation s/jacent⁽¹⁾</i>	<i>83%</i>	<i>84%</i>			<i>79%</i>	<i>76%</i>		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre des revenus de 2 178 millions d'euros au T3-18, en hausse de +7,7% par rapport au T3-17 (+7,5%*), reflétant le rebond des Activités de Marché et la très bonne dynamique sur les activités de Financement et Conseil.

Sur les 9M-18, le produit net bancaire du pôle s'élève à 6 805 millions d'euros, en baisse de -2,5% par rapport aux 9M-17, suite à un premier semestre en retrait sur les Activités de Marché.

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

Au T3-18, le produit net bancaire des **Activités de Marché et Services aux Investisseurs** s'inscrit à 1 252 millions d'euros, en hausse de +7,9% par rapport au T3-17 (+7,7%*), en raison du rebond des activités Actions et d'une bonne performance sur les Taux et les Matières Premières, compensant un marché moins porteur sur le Crédit en Europe. Dans la lignée des trimestres précédents, les performances aux Etats-Unis et en Asie demeurent très bonnes et sont en amélioration par rapport au T3-17, en raison notamment des bonnes performances sur les dérivés actions. Sur les 9M-18, le produit net bancaire du pôle s'élève à 4 114 millions d'euros, en recul de -5,1% sur un an (-2,4%*).

Les revenus du métier **Actions et Prime Services** sont en hausse de +19% au T3-18 par rapport au T3-17, à 593 millions d'euros, en raison notamment de la bonne performance aux Etats-Unis et sur les produits structurés, qui compense la plus faible performance de l'activité Cash Equity. Sur les 9M-18, les revenus s'établissent à 1 948 millions d'euros, en baisse de -0,7% par rapport au 9M-17.

Les revenus des activités **Taux, Crédit, Changes et Matières Premières** au T3-18 s'établissent à 494 millions d'euros, stables par rapport au T3-17. L'activité commerciale sur les Taux a connu ce trimestre un rebond dans un contexte où la demande client s'est accrue. Cependant, la faible liquidité sur le marché du Crédit en Europe pendant l'été a pénalisé cette activité. Sur les 9M-18, les revenus s'établissent à 1 609 millions d'euros, en baisse de -13,4% par rapport au 9M-17.

Les actifs en conservation du **Métier Titres** atteignent 4 084 milliards d'euros, à fin septembre 2018 en hausse de +3,3% par rapport au troisième trimestre 2017. Sur la même période, les actifs administrés sont en baisse de -1,6% à 643 milliards d'euros. Les revenus du Métier Titres au T3-18 sont quasi-stables par rapport au T3-17 à 165 millions d'euros (-0,6%), le bon niveau de commissions compensant la baisse des revenus d'intérêts. Sur les 9M-18, la hausse s'établit à +8,4% par rapport au 9M-17 à 557 millions d'euros. Cette forte hausse reflète une poursuite de la bonne dynamique commerciale.

Financement et Conseil

Le produit net bancaire des métiers de **Financement et Conseil** s'élève à 692 millions d'euros au T3-18, en hausse de +9,3% par rapport au T3-17 et au plus haut depuis 2016. Sur le 9M-18, le produit net bancaire est de 1 957 millions d'euros (+3,3% par rapport aux 9M-17).

L'ensemble des activités de Financement bénéficie d'une forte production et enregistre des revenus en hausse. Les activités Financement d'Actifs (aéronautique, transport maritime et immobilier) continuent de se développer avec une nouvelle production plus élevée qu'en 2017. La division Asset Backed Products continue son expansion en particulier en Asie. Le métier Global Transaction Banking enregistre un résultat trimestriel en hausse, avec une croissance des revenus notamment sur le Cash Management et le Correspondent Banking.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Le produit net bancaire de la ligne-métier **Gestion d'Actifs et Banque Privée** s'inscrit à 234 millions d'euros au T3-18, en hausse de +2,2% par rapport au T3-17 et à 734 millions d'euros aux 9M-18, en recul de -2,4% par rapport aux 9M-17.

Les actifs sous gestion de la Banque Privée s'établissent à 121 milliards d'euros à fin septembre 2018. Tirés par une collecte soutenue sur la France, ils sont en hausse de +1,3% par rapport à juin 2018. Les revenus de la **Banque Privée** s'établissent à 184 millions d'euros sur le T3-18, affichant également une hausse de +2,2% par rapport au T3-17, portée par la bonne performance de la France. Sur le 9M-18, les revenus sont de 574 millions d'euros, en recul de -4,0% par rapport au 9M-17, affectés par les activités internationales qui sont en retrait sur la période.

Les actifs sous gestion de **Lyxor** atteignent 125 milliards d'euros au T3-18, en progression de +5% par rapport au T2-18. Les revenus s'élèvent à 45 millions d'euros, au même niveau que les revenus du T3-17. La bonne collecte sur la partie Active Management compense la pression sur les marges dans l'activité ETF. Sur le 9M-18, les revenus s'établissent à 144 millions d'euros, en hausse de +2,9% par rapport au 9M-17.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en hausse de +5,7% au T3-18 par rapport à un T3-17 exceptionnellement bas, générant un effet ciseaux positif. Sur le 9M-18, ils sont en hausse de +1,6% (+3,7%*).

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 468 millions d'euros, en hausse de +15,8% par rapport au T3-17, et à 1 343 millions d'euros sur 9M-18 en recul de -16,2% par rapport au 9M-17.

Le coût du risque s'élève à -15 millions d'euros au T3-18. Sur le 9M-18, le coût du risque est en reprise de 5 millions d'euros (-37 millions d'euros au 9M-17), reflet d'une bonne gestion des risques du pôle.

Au total, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un résultat d'exploitation de 453 millions d'euros au T3-18 en hausse de +11% par rapport au T3-17, et de 1 348 millions d'euros sur le 9M-18, en recul de -13,9%.

Résultat net

Au T3-18, la contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 345 millions d'euros en hausse de +6,2%.

Sur le 9M-18, le RONE sous-jacent s'établit à 9,5%.

6. HORS PÔLES

<i>En M EUR</i>	T3-18	T3-17	9M-18	9M-17
Produit net bancaire	311	73	369	(1 169)
<i>Produit net bancaire⁽¹⁾</i>	311	20	369	(1 023)
Frais de gestion	(173)	7	(431)	(89)
Résultat brut d'exploitation	138	80	(62)	(1 258)
<i>Résultat brut d'exploitation⁽¹⁾</i>	138	27	(62)	(1 112)
Coût net du risque	(6)	(300)	(11)	(199)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	72	(31)	279
Résultat net part du Groupe	37	(206)	(235)	(992)
<i>Résultat net part du groupe⁽¹⁾</i>	37	(244)	(235)	(888)

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

En raison de l'application de la norme IFRS9 au 1^{er} janvier 2018, la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre n'est plus comptabilisée dans le résultat de la période. En conséquence, le résultat n'est donc plus retraité de cet élément non économique.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à 311 millions d'euros au T3-18 contre 20⁽¹⁾ millions d'euros au T3-17 et inclut le montant de la réévaluation des titres Euroclear pour +271 millions d'euros.

Les frais de gestion incluent une dotation à la provision pour litiges pour -136 millions d'euros. Au 30 septembre 2018, le montant de la provision pour litiges s'élève à 1,58 milliard d'euros. Le coût financier attendu du règlement futur du Dossier Sanctions Américaines est intégralement couvert par la provision allouée au sein de la provision pour litiges.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 138 millions d'euros au T3-18 contre 27⁽¹⁾ millions d'euros au T3-17. Au 9M-18, le résultat brut d'exploitation hors impact des éléments exceptionnels s'élève à 274 millions d'euros puis à 3 millions d'euros après retraitement de la réévaluation des titres Euroclear.

Le coût net du risque au T3-18 s'élève à -6 millions d'euros, contre -300 millions d'euros au T3-17 qui comprenait une dotation additionnelle de -300 millions d'euros à la provision pour litiges.

La contribution au résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de +37 millions d'euros au T3-18 (-244⁽¹⁾ millions d'euros au T3-17).

(1) Hors éléments non-économiques pour les données 2017

7. CONCLUSION

Sur le troisième trimestre 2018, Société Générale dégage un résultat net de 1 234 millions d'euros et un résultat net sous-jacent de 1 252 millions d'euros. Le ROTE sous-jacent s'établit à 11,0%.

Sur ce trimestre, Société Générale a poursuivi l'exécution de son plan stratégique autour de ses 5 axes-clés :

- **Croître**, avec des revenus sous-jacents du Groupe en hausse de 9,0% sur le trimestre (4,4% hors réévaluation des titres Euroclear). Dans un environnement persistant de taux bas, les revenus de la Banque de détail en France sont résilients. Les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux poursuivent leur croissance dans l'ensemble des métiers et des géographies. La performance de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs est soutenue par le rebond des activités de marché et par le dynamisme des métiers de Financement et Conseil.
- **Transformer**, avec la poursuite de la transformation de la Banque de détail en France et du renforcement du profil du risque du Groupe.
- **Délivrer sur la maîtrise des coûts** avec des coûts en ligne avec l'objectif 2018 dans la Banque de Détail en France et un effet ciseaux positif dans la Banque de détail et Services Financiers Internationaux et la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.
- **Achever** le recentrage, avec l'annonce de la signature de l'accord de cession d'Euro Bank (Pologne) et les annonces de plusieurs cessions attendues dans les prochains trimestres.
- **Ancrer**, à tous les niveaux, une culture de responsabilité à travers le Groupe et ses activités, notamment au travers d'une nouvelle avancée dans la résolution des litiges et l'engagement du Groupe dans des transformations positives.

8. CALENDRIER FINANCIER 2018/2019

Calendrier de communication financière 2018-2019

7 février 2019	Résultats du quatrième trimestre 2018 et de l'année 2018
3 mai 2019	Résultats du premier trimestre 2019
1 août 2019	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019
6 novembre 2019	Résultats du troisième trimestre 2019

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, coût du risque (commercial) en points de base, ROE, ROTE, RONE, Actif net, Actif net tangible, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données publiées aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels.

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;

- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPÔT PAR MÉTIER

(en millions d'euros)

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation	9M-18	9M-17	Variation
Banque de détail en France	320	320	0,0%	955	1 021	-6,5%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	532	493	+7,9%	1 502	1 489	+0,9%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	345	325	+6,2%	1 018	1 219	-16,5%
Total Métiers	1 197	1 138	+5,2%	3 475	3 729	-6,8%
Hors Pôles	37	(206)	n/s	(235)	(992)	+76,3%
Groupe	1 234	932	+32,4%	3 240	2 737	+18,4%

BILAN CONSOLIDÉ	30.09.2018	01.01.2018
(ACTIF - Chiffres en Millions d'Euros)		
Caisse et banques centrales	92 570	114 404
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	373 844	369 112
Instruments dérivés de couverture	11 272	12 718
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	52 203	50 468
Titres au coût amorti	11 515	11 592
Prêts et créances sur les établissements de crédit assimilés, au coût amorti	68 183	53 656
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti (**)	433 871	417 391
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	443	663
Placements des activités d'assurance	149 868	147 611
Actifs d'impôts	5 422	6 292
Autres actifs	67 943	60 449
Actifs non courants destinés à être cédés	5 151	13
Participations dans les entreprises mises en équivalence	666	659
Immobilisations corporelles et incorporelles	26 060	24 200
Ecarts d'acquisition	4 862	4 988
Total	1 303 873	1 274 216
(PASSIF - Chiffres en Millions d'Euros)		
Banques centrales	7 110	5 604
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	364 204	368 550
Instruments dérivés de couverture	6 090	6 146
Dettes représentées par un titre	114 082	103 235
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés (**)	96 789	88 621
Dettes envers la clientèle (**)	411 434	410 633
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 708	6 020
Passifs d'impôts	1 286	1 608
Autres Passifs	77 098	69 139
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	4 940	
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	132 924	131 717
Provisions	5 364	6 345
Dettes subordonnées	13 103	13 647
Total dettes	1 239 132	1 211 265
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres part du Groupe		
Capital et réserves liées	29 722	29 427
Réserves consolidées	28 411	27 698
Résultat de l'exercice	3 240	2 806
Sous-total	61 373	59 931
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 224)	(1 503)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	60 149	58 428
Participations ne donnant pas le contrôle	4 592	4 523
Total capitaux propres	64 741	62 951
Total	1 303 873	1 274 216

NB. Prêts et créances sur la clientèle, y compris Opérations de location-financement et assimilées.

(**) Le Groupe a signé un accord en vue de la cession d'Euro Bank le 5 novembre 2018. Les contributions de cette entité au bilan du Groupe incluent principalement 2 797 millions d'euros de Prêts et créances sur la clientèle, 938 millions d'euros de Dettes envers les établissements de crédit et 1 675 millions d'euros de Dettes envers la clientèle. Aucune perte latente n'est à provisionner sur le compte de résultat au 30 septembre 2018.

Au 30 septembre 2018, le caractère hautement probable qu'une cession de cette entité puisse intervenir dans les douze mois à venir n'était pas encore établi. En conséquence, dans le bilan consolidé au 30 septembre 2018, les actifs et passifs de l'entité restent présentés dans leurs postes d'origine.

10. ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1 – Les résultats consolidés du Groupe au 30 septembre 2018 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 7 novembre 2018.

Les éléments financiers présentés au titre du trimestre et des neuf premiers mois de l'année s'achevant le 30 septembre 2018 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date. Ces éléments n'ont pas été audités.

2 – Produit net bancaire

Le **Produit net bancaire** des piliers est défini en page 44 du Document de référence 2018 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3- Frais de gestion

Les **Frais de gestion** correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans les notes 5 et 8.2 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 (pages 390 et s. et page 410 du Document de référence 2018 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges générales d'exploitation.

Le **Coefficient d'exploitation** est défini en page 44 du Document de référence 2018 de Société Générale.

4 – Ajustement IFRIC 21

L'**ajustement IFRIC 21** corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

5 – Retraitements et autres éléments notables de la période – Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Les **éléments non économiques** correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et à l'ajustement de valeur lié au risque de crédit propre sur instruments dérivés (DVA). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe. Ils conduisent à constater un résultat sur soi-même reflétant l'évaluation par le marché du risque de contrepartie sur le Groupe. Ils sont également retraités du résultat du Groupe pour les calculs de ratios prudentiels. En application de la norme IFRS9, la variation de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre n'est plus comptabilisée dans les résultats de la période mais en capitaux propres. En conséquence, le Groupe ne présentera plus d'éléments publiés retraités des éléments non économiques

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les **dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL**. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement ponctuel ou récurrent (éléments exceptionnels), sont détaillés ci-après, étant précisé que, dans le tableau ci-après, les éléments frappés d'un astérisque (*) sont les éléments non économiques et que les éléments frappés de deux astérisques (**) sont les éléments exceptionnels.

La réconciliation permettant de passer des données comptables aux données sous-jacentes est exposée ci-dessous :

<i>En M EUR</i>	T3-18	T3-17	Var.	9M-18	9M-17	Var.
Produit net bancaire	6 530	5 958	+9,6%	19 278	17 631	+9,3%
<i>Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre*</i>		53			(146)	
<i>DVA*</i>		0			(6)	
<i>Ajustement des couvertures**</i>		(88)			(88)	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>					(963)	
Produit net bancaire sous-jacent	6 530	5 993	+9,0%	19 278	18 834	+2,4%
Frais de gestion	(4 341)	(4 001)	+8,5%	(13 473)	(12 814)	+5,1%
<i>Linéarisation IFRIC 21</i>	(169)	(157)		169	157	
<i>Provision pour litiges**</i>	(136)			(336)		
Frais de gestion sous-jacents	(4 374)	(4 158)	+5,2%	(12 968)	(12 657)	+2,5%
Charge nette du risque	(264)	(512)	-48,4%	(642)	(880)	-27,0%
<i>Provision pour litiges**</i>		(300)			(600)	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>					400	
Charge nette du risque sous-jacent	(264)	(212)	+24,5%	(642)	(680)	-5,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	2	72	n/s	(39)	317	n/s
<i>Cession de Express Bank et Société Générale Albanie**</i>				(27)		
<i>Changement de mode de consolidation d'Antarius**</i>					203	
<i>Cession de SG Fortune**</i>		74			74	
Gains ou pertes sur autres actifs sous-jacents	2	(2)	n/s	(12)	40	n/s
Résultat net part du Groupe	1 234	932	+32,4%	3 240	2 737	+18,4%
<i>Effet en résultat net part du Groupe des retraitements mentionnés</i>	(18)	(147)		(481)	(879)	
Résultat net part du Groupe sous-jacent	1 252	1 079	+16,1%	3 721	3 616	+2,9%

* Éléments non économiques

** Éléments exceptionnels

6 – Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

Le **coût net du risque** ou coût net du risque commercial est défini en pages 46 et 564 du Document de référence 2018 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T3-18	T3-17	9M-18	9M-17
Réseaux de Banque de Détail en France	Coût Net du Risque	118	100	346	369
	Encours bruts de crédits	186 639	184 283	186 031	181 194
	Coût du risque en pb	25	22	25	27
Banque de Détail et Services Financiers Internationaux	Coût Net du Risque	124	105	290	257
	Encours bruts de crédits	135 671	125 914	133 350	125 259
	Coût du risque en pb	37	33	29	27
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût Net du Risque	16	(4)	(5)	36
	Encours bruts de crédits	156 723	148 867	151 240	158 517
	Coût du risque en pb	4	(1)	0	3
Gestion propre	Coût Net du Risque	6	-	11	-
	Encours bruts de crédits	8 100	8 931	7 266	7 891
	Coût du risque en pb	29	-	20	(1)
Groupe Société Générale	Coût Net du Risque	264	201	642	662
	Encours bruts de crédits	487 133	467 995	477 887	472 862
	Coût du risque en pb	22	17	18	19

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 – ROE, ROTE, RONE

La notion de **ROE** (Return On Equity) et de **ROTE** (Return On Tangible Equity) ainsi que la méthodologie de calcul sont précisées en page 47 du Document de référence 2018 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres et des fonds propres tangibles de Société Générale.

Le **RONE** (Return On Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 47 du Document de référence de Société Générale.

Le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9). Pour le ROTE, le résultat est également retraité des dépréciations des écarts d'acquisition.

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE et du ROTE de la période sont détaillées dans le tableau ci-après :

<i>Fin de période</i>	T3-18	T3-17	9M-18	9M-17
Capitaux propres part du Groupe	60 149	60 254	60 149	60 254
Titres super subordonnés (TSS)	(9 249)	(9 082)	(9 249)	(9 082)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(276)	(272)	(276)	(272)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(169)	(154)	(169)	(154)
Gains/Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(300)	(1 082)	(300)	(1 082)
Provision pour dividende	(1 451)	(1 321)	(1 451)	(1 321)
Fonds propres ROE fin de période	48 704	48 342	48 704	48 342
Fonds propres ROE moyens	48 327	48 348	47 845	48 132
Écarts d'acquisition moyens	(5 033)	(5 027)	(5 044)	(4 868)
Immobilisations incorporelles moyennes	(2 091)	(1 850)	(2 028)	(1 807)
Fonds propres ROTE moyens	41 203	41 471	40 773	41 457
Résultat net Part du Groupe (a)	1 234	932	3 240	2 737
Résultat net Part du Groupe sous-jacent (b)	1 252	1 079	3 721	3 616
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI (c)	(115)	(95)	(338)	(349)
Annulation des dépréciations des écarts d'acquisition (d)	-	-	22	-
Résultat net Part du Groupe corrigé (e) = (a)+(c)+(d)	1 119	837	2 924	2 388
Résultat net Part du Groupe sous-jacent corrigé (f)=(b)+(c)	1 137	984	3 383	3 267
Fonds propres ROTE moyens(g)	41 203	41 471	40 773	41 457
ROTE [trimestre: (4*e)/g, 9 mois: (4/3*e/g)]	10,9%	8,1%	9,6%	7,7%
Fonds propres ROTE moyens (sous-jacent) (h)	41 212	41 520	41 013	41 920
ROTE sous-jacent [trimestre: (4*f)/h, 9 mois: (4/3*f/h)]	11,0%	9,5%	11,0%	10,4%

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

En M EUR	T3-18	T3-17	Variation	9M-18	9M-17	Variation
Banque de détail en France	11 192	11 077	+1,0%	11 229	10 878	+3,2%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	11 287	10 928	+3,2%	11 359	11 146	+1,9%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	15 933	15 026	+6,0%	15 237	15 152	+0,6%
Total Métiers	38 406	37 031	+3,7%	37 823	37 176	+1,7%
Hors Pôles	9 915	11 317	-11,9%	10 020	10 956	-8,5%
Groupe	48 327	48 348	+0,1%	47 845	48 132	-0,6%

8 – L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 49 du Document de référence 2018 du Groupe. Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après.

<i>Fin de période</i>	9M-18	S1-18	2017	9M-17
Capitaux propres part du Groupe	60 149	58 959	59 373	60 254
Titres Super Subordonnés (TSS)	(9 249)	(9 197)	(8 520)	(9 082)
Titres Super Subordonnés à Durée Indeterminée (TSDI)	(276)	(274)	(269)	(272)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(169)	(213)	(165)	(154)
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités du trading	387	500	223	181
Actif Net Comptable	50 842	49 775	50 642	50 926
Ecarts d'acquisition	(5 033)	(5 140)	(5 154)	(5 028)
Immobilisations incorporelles	(2 130)	(2 027)	(1 940)	(1 868)
Actif Net Tangible	43 679	42 608	43 548	44 030
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA**	801 942	801 924	801 067	800 848
Actif Net par Action	63,4	62,1	63,2	63,6
Actif Net Tangible par Action	54,5	53,1	54,4	55,0

** Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2018, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe

Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

9 – Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 48 du Document de référence 2018 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE. Ainsi que précisé en page 48 du Document de référence 2018 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques, exceptionnels et de l'effet de la linéarisation d'IFRIC 21 présentés en note méthodologique n°5 (BNPA sous-jacent).

Le nombre d'actions retenu pour le calcul est le suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	9M-18	S1-18	2017	9M-17
Actions existantes	807 918	807 918	807 754	807 714
Déductions				
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	5 231	5 059	4 961	4 892
Autres actions d'auto-détention et d'auto-contrôle	996	1 252	2 198	2 343
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA**	801 691	801 607	800 596	800 478
Résultat net part du Groupe	3 240	2 006	2 806	2 737
Intérêts net d'impôt sur TSS et TSDI	(338)	(223)	(466)	(349)
Plus-values nette d'impôt sur rachats partiels	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe corrigé	2 902	1 783	2 340	2 388
BNPA (en EUR)	3,62	2,22	2,92	2,98
BNPA sous-jacent* (en EUR)	4,22	2,80	5,03	4,08

* Hors élément non économiques et exceptionnels et y compris effet de la linéarisation d'IFRIC 21 (pour 9M-17, S1-18 et 9M-18)

** Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2018, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe

10 – Les fonds propres Common Equity Tier 1 du Groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les **ratios de solvabilité** non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

(2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

1.1.2 Communiqués de presse du 3 et 4 septembre 2018 : Actualisation de l'information relative aux enquêtes des autorités américaines

Dans le cadre de l'enquête initiée par l'*Office of Foreign Assets Control* du Département du Trésor américain, du *U.S. Attorney's Office of the Southern District of New York*, du *New York County District Attorney's Office*, du *Board of Governors* de la *Federal Reserve System* et de la *Federal Reserve Bank of New York*, et du *New York State Department of Financial Services* (les « Autorités Américaines ») concernant certaines transactions effectuées par Société Générale en dollars américains et impliquant des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines (le « Dossier Sanctions Américaines »), Société Générale est entrée dans une phase de discussions plus actives avec ces Autorités Américaines dans le but de mettre un terme à ce dossier dans les prochaines semaines.

Au sein de la provision pour litiges s'élevant à 1,43 Md EUR, environ 1,1 Md en contre-valeur Euro est alloué au Dossier Sanctions Américaines, conformément aux normes IFRS. A ce stade, Société Générale s'attend à ce que le montant des amendes dans le Dossier Sanctions Américaines soit presque intégralement couvert par la provision pour litiges allouée à ce dossier.

1.1.3 Communiqué de presse du 2 novembre 2018 : Publication par l'Autorité Bancaire Européenne des résultats du test de résistance 2018

L'Autorité Bancaire Européenne publie ce jour les résultats du test de résistance effectué sur 48 banques de l'Union Européenne.

Les résultats détaillés de l'exercice sont disponibles en format téléchargeable sur le site de Société Générale dans la section « Pilier 3 et Autres Publications Prudentielles », année 2018, à l'adresse suivante :

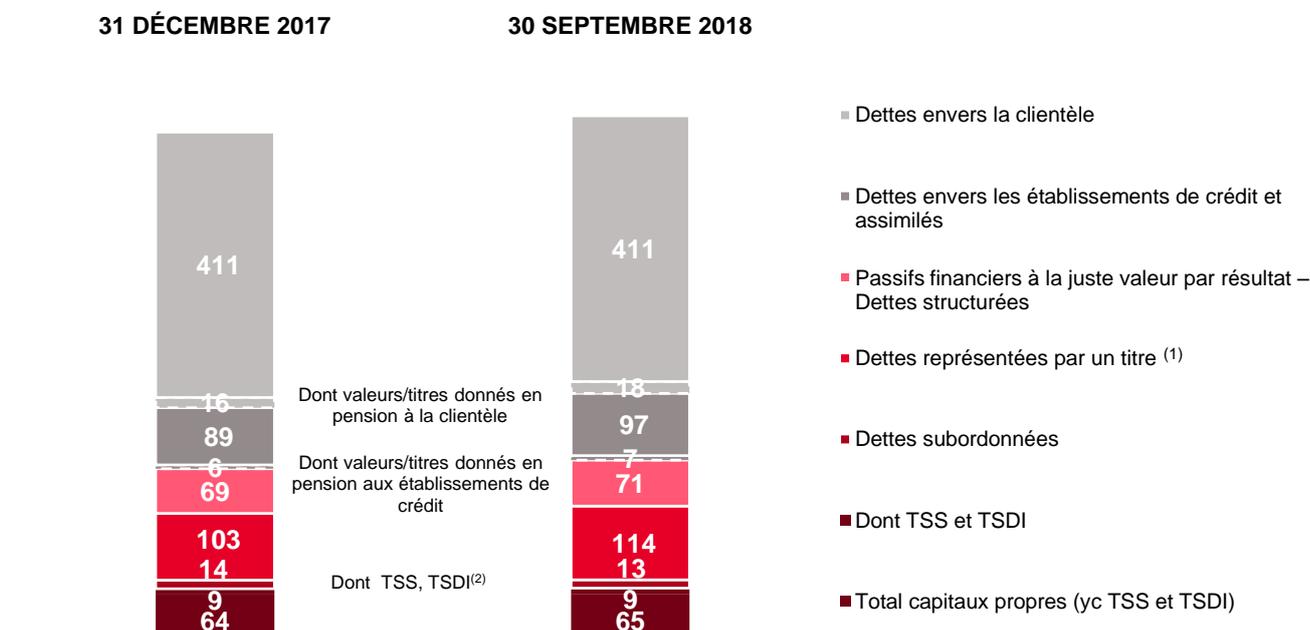
<https://www.societegenerale.com/fr/mesurer-notre-performance/donnees-et-publications/documentde-reference>

L'ensemble des résultats relatifs aux banques européennes et des informations méthodologiques est disponible sur le site de l'Autorité Bancaire Européenne : www.eba.europa.eu

1.2 Politique financière

Situation d'endettement du Groupe : actualisation des pages 64 et 65 du Document de référence 2018

STRUCTURE ET FINANCEMENT DU GROUPE



(1) Dont : SGSCF : (5,8 Md EUR), SGSFH : (12,6 Md EUR), CRH : (5,9 Md EUR), titrisations et autres émissions sécurisées : (2,9 Md EUR), conduits : (9,8 Md EUR) à fin septembre 2018 (respectivement à fin décembre 2017 : SGSCF : (7,1 Md EUR), SGSFH : (10,3 Md EUR), CRH : (6,0 Md EUR), titrisations : (3,5 Md EUR), conduits : (9,5 Md EUR)).

(2) Titres Super Subordonnés, Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus

La structure de financement du Groupe est notamment composée de :

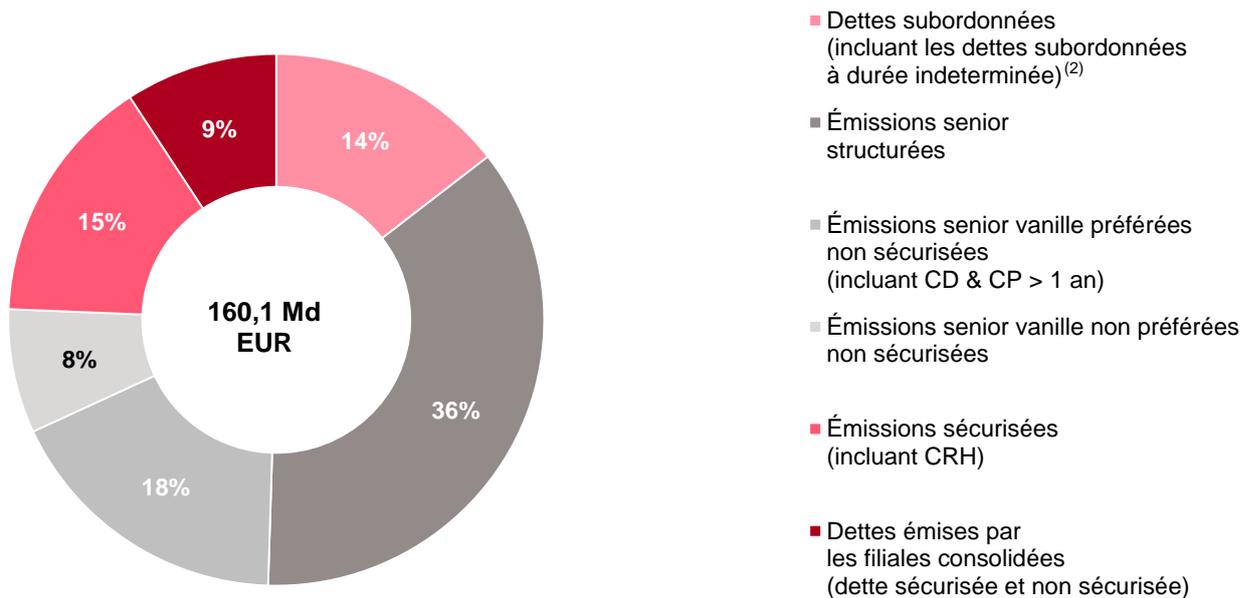
- ses capitaux propres y compris TSS et TSDI (soit 9,6 Md EUR au 30 septembre 2018 et 8,9 Md EUR à fin 2017) ;
- les dettes émises par le Groupe dont :
 - des dettes subordonnées à durée déterminée (13,6 Md EUR au 30 septembre 2018 et 14,1 Md EUR à fin 2017) ;
 - des dettes senior vanille non-préférées long terme (12,1 Md EUR au 30 septembre 2018 et 6,6 Md EUR à fin 2017) ;
 - des dettes senior vanille préférées long terme (28,2 Md EUR au 30 septembre 2018 et 26,1 Md EUR à fin 2017) ;
 - des *covered bonds* émis au travers des véhicules SGSCF (5,8 Md EUR au 30 septembre 2018 et 7,1 Md EUR à fin 2017) ; SGSFH (12,6 Md EUR au 30 septembre 2018 et 10,3 Md EUR à fin 2017) ; CRH (5,9 Md EUR au 30 septembre 2018 et 6,0 Md EUR à fin 2017) ;
 - des titrisations et autres émissions sécurisées : 2,9 Md EUR au 30 septembre 2018 (3,5 Md EUR à fin 2017) ;
 - des émissions « conduits » (9,8 Md EUR à fin septembre 2018 et 9,5 Md EUR à fin 2017) ;
 - les passifs financiers à la juste valeur par résultat y compris dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et les émissions évaluées à la juste valeur par résultat sur option.
- les dettes envers la clientèle, en particulier les dépôts.

La **politique d'endettement du groupe Société Générale** émis sur le marché des capitaux a pour but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale levées sur les marchés de capitaux afin d'en garantir la stabilité,
- d'autre part, adopter une structure de refinancement de marché du Groupe telle que les maturités des actifs et des passifs soient cohérentes.

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX AU 30.09.2018⁽¹⁾



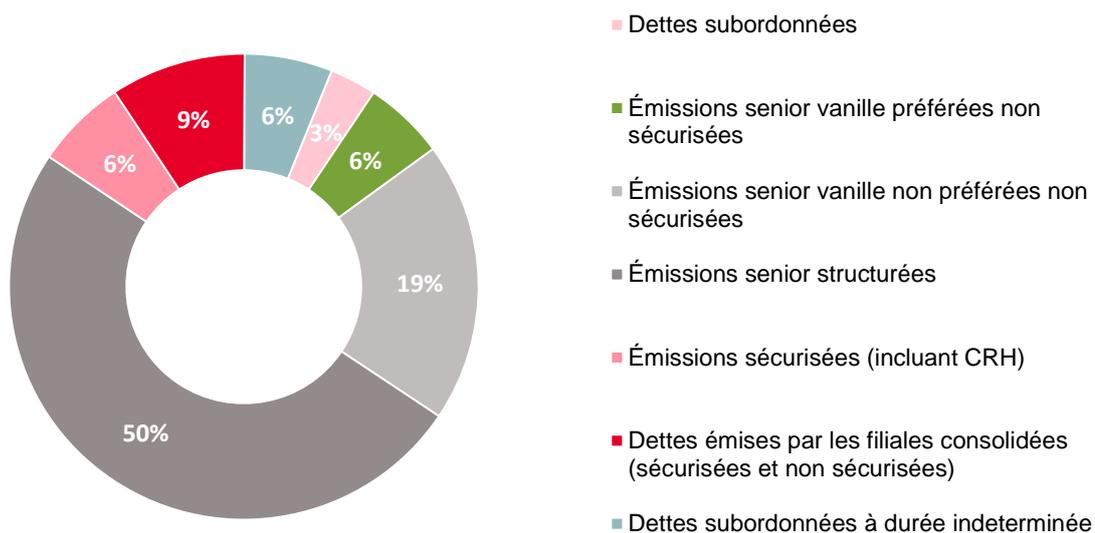
(1) L'endettement court terme du Groupe s'élevait à 47,4 Md EUR au 30 septembre 2018 (dont 9,8 Md EUR au titre des conduits).

(2) Dont 9,5 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité.

Ainsi, le **plan de financement à long terme** du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

Au 30 septembre 2018, la liquidité levée au titre du programme de financement 2018 s'élevait à 35,7 Md EUR en dette senior et subordonnée. Au niveau de la maison-mère, 32,4 Md EUR avaient été levés au 30 septembre 2018. Les sources de refinancement se répartissent entre 2,0 Md EUR d'émissions senior vanille préférées non sécurisées, 6,9 Md EUR d'émissions senior vanille non préférées non sécurisées, 17,9 Md EUR d'émissions senior structurées, 2,25 Md EUR d'émissions sécurisées (SG SFH) et 3,3 Md EUR d'émissions subordonnées. Au niveau des filiales, 3,3 Md EUR avaient été levés au 30 septembre 2018.

REALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT A FIN SEPTEMBRE 2018 : 35,7 MD EUR



1.3 Principaux investissements et cessions effectués - actualisation de la page 66 du Document de référence 2018

Le Groupe a poursuivi en 2018 une politique d'acquisitions et de cessions ciblées conforme à ses objectifs de recentrage et de gestion des ressources rares.

Métier	Description des investissements
ANNÉE 2018	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Reflex (location flexible de véhicules en Espagne).
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Acquisition de Lumo (plate-forme d'épargne participative dédiée aux énergies renouvelables).
ANNÉE 2017	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de BBVA Autorenting (location longue durée de véhicules en Espagne) et de Merrion Fleet (location longue durée de véhicules en Irlande).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de 50% et prise du contrôle total d'Antarius (assurances).
ANNÉE 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition du groupe Parcours (location longue durée de véhicules en France).
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Acquisition du groupe Kleinwort Benson (Banque Privée au Royaume-Uni et aux îles Anglo-Normandes)

Métier	Description des cessions
ANNÉE 2018	
Hors Pôles	Cession d'une participation de 2,05% dans Euroclear.
ANNÉE 2017	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 20% d'ALD à l'occasion de son introduction en Bourse.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Splitska Banka en Croatie.
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de l'intégralité de la participation dans Fortune (49%), en Chine.
Banque de détail en France	Cession de Onvista en Allemagne.
ANNÉE 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 93,6% de Bank Republic en Géorgie.
Hors Pôles	Cession de la participation du Groupe dans le capital de Visa Europe.
Hors Pôles	Cession de la participation de 8,6% dans le capital d'Axway.

1.4 Acquisitions en cours et contrats importants - actualisation de la page 67 du Document de référence 2018

Financement des principaux investissements en cours

Les investissements en cours seront financés par les modes de financement habituels et récurrents du Groupe.

Acquisitions en cours

Le Groupe a annoncé le 3 juillet 2018 la conclusion d'un accord avec Commerzbank en vue de l'acquisition de ses activités « Equity Capital Markets and Commodities ». Cet accord est devenu définitif le 8 novembre 2018. L'intégration des équipes et le transfert des *books de trading* ainsi que le bilan associé se feraient de manière échelonnée, à partir de 2019, après l'obtention des autorisations nécessaires.

Le Groupe a annoncé le 27 septembre 2018 l'acquisition de Treezor, figurant parmi les plateformes pionnières du Bank-as-a-Service en France. Cette acquisition est soumise à l'accord de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Cessions en cours

Le 5 juin 2018, le Groupe a annoncé avoir signé, via Boursorama, un accord concernant la vente de l'intégralité de la participation de Boursorama dans Self Trade Bank S.A.U, sa filiale espagnole, à Warburg Pincus. La finalisation de l'opération est attendue avant la fin de l'année, après l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires.

Le 30 juillet 2018, le Groupe a signé un accord concernant la cession de l'intégralité de sa participation dans SG Private Banking Belgique à ABN-AMRO. L'opération devrait être finalisée dans les prochains mois, après obtention des accords des autorités compétentes.

Le Groupe a annoncé, le 2 août 2018, avoir signé un accord concernant la vente de l'intégralité de sa participation dans SG Express Bank, en Bulgarie, à OTP. La finalisation de cette opération est attendue dans les prochains mois après l'obtention des autorisations réglementaires et antitrust nécessaires.

Le Groupe a également annoncé, le 2 août 2018, avoir signé un accord concernant la vente de l'intégralité de sa participation dans SG Albania, en Albanie, à OTP. La finalisation de cette opération est attendue dans les prochains mois après la renonciation par les actionnaires minoritaires de SG Albania à leur droit de préemption ainsi que l'obtention des autorisations réglementaires et antitrust nécessaires.

Le 5 novembre 2018, le Groupe a annoncé avoir conclu un accord pour la cession de sa filiale de banque de détail polonaise Euro Bank à Bank Millennium. La finalisation de la transaction est attendue au cours du premier semestre 2019, sous réserve d'obtention des autorisations des autorités bancaires et de la concurrence compétentes.

2 - Chapitre 4 : Facteurs de risques et adéquation des fonds propres

2.1 Ratios prudentiels

2.1.1 Gestions des ratios prudentiels – actualisation des pages 166 à 177 du Document de référence 2018

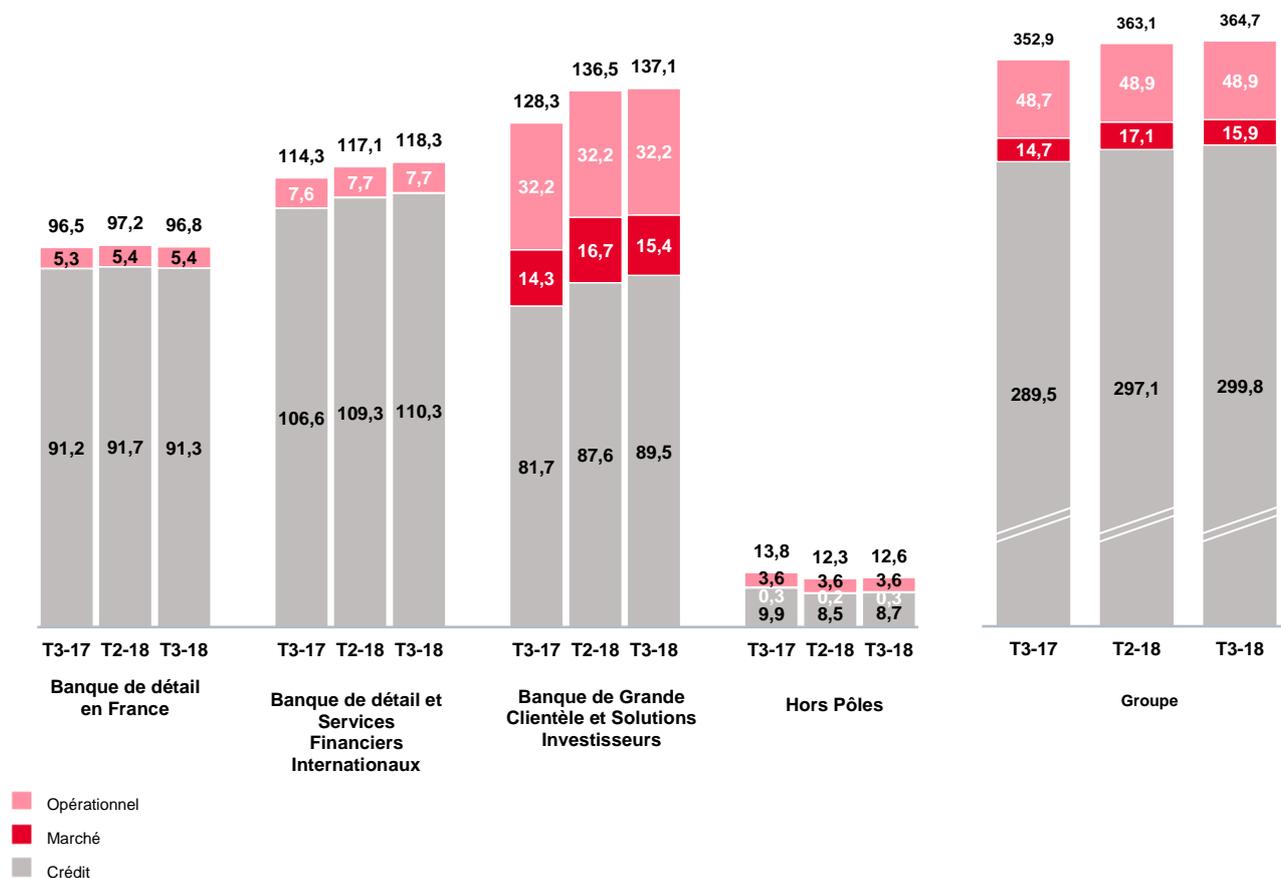
Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2018, Société Générale a émis un équivalent de 1 150 M EUR d'instruments subordonnés Tier 2 et 1 250 M USD d'Additional Tier 1. Société Générale a également lancé une émission Additional Tier 1 de 1 250 M USD le 27 septembre 2018 qui a été émise le 4 octobre 2018.

Le Groupe a par ailleurs procédé sur cette période au remboursement de deux émissions Additional Tier 1 pour des montants respectifs de 506 M GBP et 100 M EUR, mises en place en juin et juillet 2008, ainsi qu'au remboursement de six émissions Tier 2 (émissions d'un montant résiduel de 276 M GBP, mises en place en janvier et décembre 2003, émissions d'un montant résiduel de 681 M EUR, mises en place en février et mars 2008 et mai 2006, et une émission d'un montant résiduel de 778 M EUR mise en place en août 2008).

Le Groupe a également annoncé le 15 octobre 2018 le remboursement à première date de call (29 novembre 2018) de l'émission Additional Tier 1 de 1 250 M USD émise en septembre 2013.

2.1.2 Extrait de la présentation du 8 novembre 2018 : résultats du 3^{ème} trimestre 2018- actualisation des pages 171 à 177 du Document de référence 2018

ENCOURS PONDERÉS DES RISQUES* (CRR/CRD4, EN Md EUR)



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective
 Données retraitées reflétant les nouvelles séries trimestrielles publiées le 4 avril 2018.

2.2 Ratios prudentiels CRR/CRD4

RATIO COMMON EQUITY TIER 1, TIER 1 ET RATIO GLOBAL NON PHASÉS

En M EUR	30/09/2018	31/12/2017
Capitaux propres part du Groupe	60,1	59,4
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(9,2)	(8,5)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,3)	(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,6)	(1,9)
Écarts d'acquisition et incorporels	(6,8)	(6,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	3,5
Déductions et retraitements prudentiels	(5,1)	(5,4)
Fonds Propres Common Equity Tier 1	40,7	40,2
Fonds propres additionnel de catégorie 1	9,3	8,7
Fonds propres Tier 1	49,9	48,9
Fonds propres Tier 2	11,6	11,1
Fonds propres globaux (Tier 1+ Tier 2)	61,5	60,0
Encours pondérés	365	353
Ratio Common Equity Tier 1	11,2%	11,4%
Ratio Tier 1	13,7%	13,8%
Ratio global	16,9%	17,0%

Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiés le 23 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Voir notes méthodologiques.

* hors primes d'émission sur TSS et TSDI

** déductions sans phasage

RATIO CONGLOMERAT FINANCIER

Au 30 juin 2018, le ratio conglomérat financier est de 138%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 63,5 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 46,2 milliards d'euros.

RATIO DE LEVIER CRR⁽¹⁾ NON PHASÉ

En Md EUR	30/09/2018	31/12/2017
Fonds propres Tier 1	49,9	48,9
Total bilan prudentiel ⁽²⁾	1 165	1 138
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(32)	(61)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(9)	(9)
Hors bilan (engagements de financement et garanties)	98	93
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier 1)	(10)	(11)
Exposition Levier	1 211	1 150
Ratio de levier CRR	4,1%	4,3%

(1) Sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué).

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance).

*Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

2.3 Couverture des encours douteux - actualisation de la page 199 du Document de référence 2018

En Md EUR	30/09/2018	30/06/2018	30/09/2017
Créances brutes*	496,6	491,2	472,7
Créances douteuses*	19,0	19,4	21,4
Taux brut Groupe d'encours douteux*	3,8%	3,9%	4,5%
Provisions spécifiques	10,5	10,7	11,8
Provisions base portefeuille**	2,0	2,1	1,4
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions globales / Créances douteuses)	66%	66%	62%
Provisions S1**	1,0	1,0	
Provisions S2**	1,1	1,1	
Provisions S3	10,5	10,7	
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions S3 / Créances douteuses)	55%	55%	

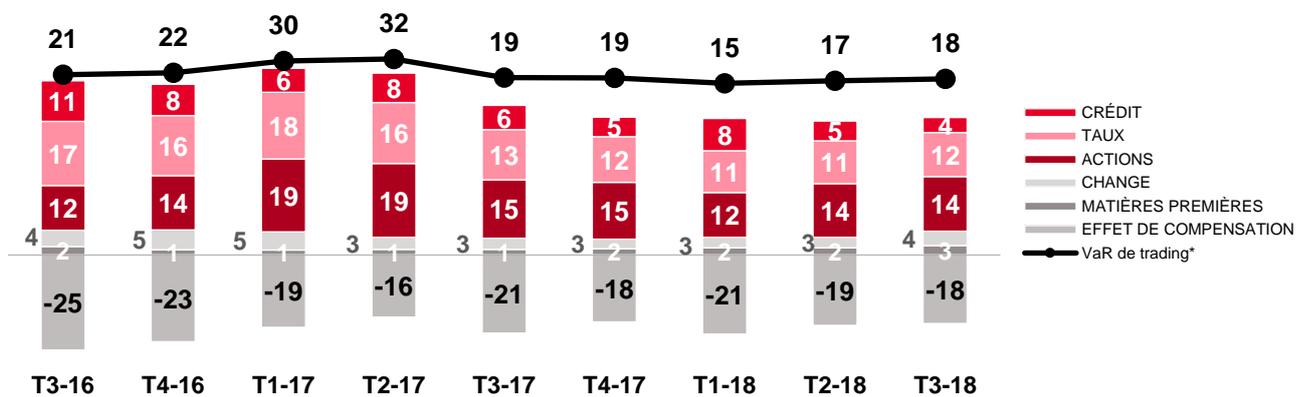
* Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés

** Au 30/06/2018 et au 30/09/2018, les provisions bases portefeuilles correspondent à la somme des provisions S1 et S2

2.4 Risques de marché : Evolution de la VaR et SVaR de trading - actualisation des pages 202 à 205 du Document de référence 2018

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros.

ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING* ET DE LA VAR STRESSÉE**



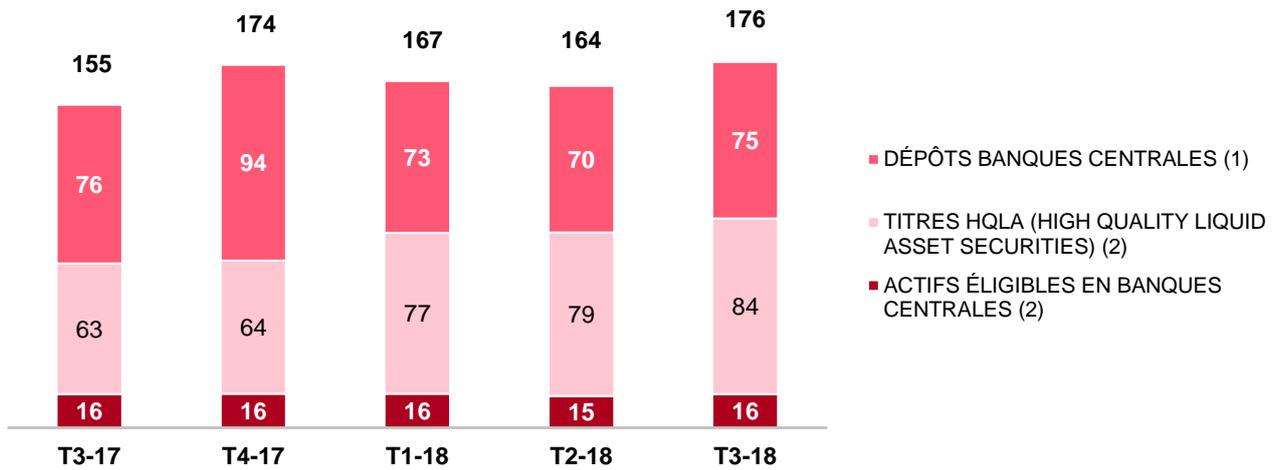
VaR stressée** à 1 jour, 99% en M EUR	T3-17	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18
Minimum	14	14	14	18	21
Maximum	37	37	72	59	57
Moyenne	25	21	34	33	34

* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99%), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an

2.5 Risque de liquidité

Réserve de liquidité – actualisation de la page 223 du Document de référence 2018



Liquidity Coverage Ratio à 129% en moyenne au T3-18

(1) Hors réserves obligatoires

(2) Disponibles, valorisés après décote

2.6 Information sur les risques et litiges – actualisation de la page 232 du Document de Référence 2018

- Le 24 octobre 2012, la Cour d'appel de Paris a confirmé la décision rendue le 5 octobre 2010 par le tribunal correctionnel de Paris déclarant J. Kerviel coupable d'abus de confiance, d'introduction frauduleuse de données dans un système informatique, de faux et d'usage de faux et le condamnant à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis ainsi qu'au versement de 4,9 milliards d'euros à titre de dommages-intérêts à Société Générale. Le 19 mars 2014, la Cour de cassation a confirmé la responsabilité pénale de J. Kerviel. L'arrêt de la Cour de cassation clôt ainsi ce dossier sur le plan pénal. Sur le plan civil, la Cour de cassation a décidé de modifier sa jurisprudence traditionnelle sur l'indemnisation de victimes d'atteintes aux biens et a renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Versailles pour qu'elle statue à nouveau sur le montant des dommages-intérêts. Le 23 septembre 2016, la Cour d'appel de Versailles a rejeté la demande d'expertise de J. Kerviel et a confirmé ainsi le montant de la perte nette comptable de 4,9 milliards d'euros de la banque résultant des agissements frauduleux de J. Kerviel. Elle a également déclaré J. Kerviel partiellement responsable du préjudice causé à Société Générale et l'a condamné à payer à Société Générale 1 million d'euros. Société Générale et J. Kerviel n'ont pas formé de pourvoi en cassation. Société Générale considère que cette décision est sans effet sur sa situation fiscale. Toutefois, comme indiqué par le Ministre de l'Économie et des Finances dès septembre 2016, l'administration fiscale a examiné les conséquences fiscales de cette perte comptable et a récemment confirmé qu'elle envisageait de remettre en cause la déductibilité de la perte occasionnée par les agissements de Jérôme Kerviel à hauteur de 4,9 milliards d'euros. Cette proposition de rectification est sans effet immédiat et devra éventuellement être confirmée par une notification de redressement adressée par l'administration lorsque Société Générale sera en situation d'imputer les déficits reportables issus de la perte sur son résultat imposable. Une telle situation ne se produira pas avant plusieurs années selon les prévisions de la banque. Au regard de l'avis du Conseil d'État de 2011 et de sa jurisprudence constante confirmée récemment encore en ce sens, Société Générale considère qu'il n'y a pas lieu de provisionner les impôts différés actifs correspondants. Dans l'hypothèse où l'administration déciderait le moment venu de confirmer sa position actuelle, le groupe Société Générale ne manquerait pas de faire valoir ses droits devant les juridictions compétentes. Par décision du 20 septembre 2018, la Commission d'instruction de la Cour de révision et de réexamen des condamnations pénales a déclaré irrecevable la requête en révision déposée en mai 2015 par J. Kerviel à l'encontre de sa condamnation pénale confirmant ainsi l'absence de tout élément ou fait nouveau susceptible de justifier une réouverture du dossier pénal.
- Le 10 décembre 2012, le Conseil d'État a rendu deux décisions concluant que le précompte qui était prélevé sur les entreprises en France était contraire au droit communautaire et défini les modalités de restitution des sommes prélevées sur les entreprises par les autorités fiscales. Ces modalités ont cependant conduit à limiter fortement le droit à restitution. Société Générale a acquis en 2005, auprès de deux entreprises (Rhodia et Suez, devenue ENGIE), ce droit à restitution avec un recours limité sur les entreprises cessionnaires. L'une des décisions du Conseil d'État concerne l'entreprise Rhodia. Société Générale a fait valoir ses droits dans le cadre des différents contentieux avec l'administration devant les juridictions administratives en France. La dernière décision est un rejet d'admission des pourvois d'ENGIE et de Société Générale le 1^{er} février 2016 par le Conseil d'État.

Saisie par plusieurs entreprises françaises, la Commission européenne a considéré que les décisions rendues par le Conseil d'État le 10 décembre 2012, censé mettre en œuvre l'arrêt de la CJUE C-310/09 du 15 septembre 2011, méconnaissaient le droit communautaire. La Commission européenne a ensuite engagé une procédure d'infraction contre la République française en novembre 2014 et confirmé depuis lors sa position via la publication le 29 avril 2016 d'un avis motivé et la saisine le 8 décembre 2016 de la Cour de Justice de l'Union européenne. La Cour de Luxembourg a rendu son arrêt le 4 octobre 2018 et a condamné la France pour manquement du Conseil d'État quant à la non prise en compte de l'impôt des sous-filiales UE afin de gager le précompte acquitté à tort. S'agissant de la mise en œuvre pratique de la décision, Société Générale fera valoir ses droits auprès des juridictions compétentes et de l'administration fiscale dont elle attend un traitement diligent et conforme aux attentes légitimes des entreprises concernées.

- Société Générale continue de coopérer avec l'*Office of Foreign Assets Control* américain du Département du Trésor américain, l'*Attorney's Office* du District Sud de New York, le *County District Attorney's Office* de New York, le *Board of Governors of the Federal Reserve System*, la *Federal Reserve Bank* de New York et le *New York Department of Financial Services* (ensemble, les « Autorités Américaines ») dans le cadre d'une enquête portant sur certaines transactions effectuées par Société Générale en dollars américains et impliquant certains pays, personnes et entités faisant l'objet de sanctions économiques américaines (dossier « Sanctions Américaines »).

Ce dossier devrait faire l'objet d'une résolution avec les Autorités Américaines dans les prochains jours ou semaines. Avec la nouvelle dotation à la provision pour litiges, Société Générale estime que le montant des amendes dans le dossier Sanctions Américaines sera intégralement couvert par la fraction de la provision pour litiges allouée à ce dossier.

- Depuis août 2015, d'anciens et actuels employés du Groupe Société Générale sont visés par plusieurs enquêtes conduites par les autorités fiscales et pénales allemandes. Ces enquêtes sont relatives à l'administration d'un fonds et à leurs prétendues participations, pour compte propre ou pour le compte de clients, à de possibles schémas de fraude fiscale sur dividendes d'actions allemandes à l'occasion de transaction sur titres dites « CumEx ». Les entités du Groupe répondent aux demandes des autorités allemandes.
- Le *New York Department of Financial Services* (« NYDFS ») a indiqué à la succursale de Société Générale à New York (« SGNY ») qu'il envisageait de prendre des mesures d'exécution contre la banque s'agissant de ses programmes de conformité au *Bank Secrecy Act* et à ses obligations de Lutte Anti-Blanchiment. Société Générale est entrée dans une phase de discussions plus actives avec le NYDFS dans le but de mettre un terme à ce dossier dans les prochains jours ou semaines. Société Générale estime que le montant d'une sanction financière dans ce dossier sera couvert par les provisions de la banque.

3 - Chapitre 8 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

3.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDÉA, Directeur général de Société Générale

3.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de référence 2018 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de référence 2018, de ses actualisations A-01 et A-02 et de la présente actualisation.

Fait à Paris, le 9 novembre 2018

M. Frédéric OUDÉA
Directeur général de Société Générale

3.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par M. Micha Missakian

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Date de renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date du dernier renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

4 - Chapitre 9 : Tables de concordance

4.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques		Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} actualisation	2 ^{ème} actualisation	3 ^{ème} actualisation
1.	PERSONNES RESPONSABLES	556	63	186	38
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	557	64	187	39
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES				
3.1.	Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p. 9	3-22		3-25
3.2.	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		6-27	
4.	FACTEURS DE RISQUE	138-235	33-37	45-55	26 ; 32-37
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR				
5.1.	Histoire et évolution de la Société	8 ; 539			
5.2.	Investissements	66-67		39-40	30-31
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	28-29			
6.1.	Principales activités	9 ; 50-58	7-24	6-41	8-25 ; 27-29
6.2.	Principaux marchés	9-12 ; 14-26 ; 28-29 ; 406-409			
6.3.	Événements exceptionnels	NA			
6.4.	Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA			
6.5.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	18-19	16-17
7.	ORGANIGRAMME				
7.1.	Description sommaire du Groupe	9 ; 28-29		28	
7.2.	Liste des filiales importantes	32-49 ; 414-442 ; 508-520		28 ; 81	
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS				
8.1.	Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	67 ; 412		35	
8.2.	Question environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	238-298	38-56		
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT				
9.1.	Situation financière	59-65		9 ; 34-38	
9.2.	Résultat d'exploitation	30-49	3-22	6-27	3-25
10.	TRÉSORERIE ET CAPITALS				
10.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	302-307 ; 402-404		62-63 ; 173	
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	308		64	
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	62-65	23-24	36-38	27-29
10.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	540			
10.5.	Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	63-65 ; 67			31
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	13		40-41	
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA			
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE				
14.1.	Conseil d'administration et Direction générale	72-98 ; 132	25-30	42-44	
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	132			

Rubriques	Nombres de pages du Document de référence	1 ^{ère} actualisation	2 ^{ème} actualisation	3 ^{ème} actualisation
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES				
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	99-128	27-32		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	391			
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	77-83 ; 93-95			
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA			
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	86-88 ; 90			
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de Gouvernement d'entreprise	73			
17. SALARIÉS				
17.1. Nombre de salariés	14 ; 242-249			
17.2. Participations et stock-options des mandataires sociaux	77-83 ; 93-95 ; 99-128	56	146-147	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	250	56		
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	535-536		173	
18.2. Droits de vote différents des actionnaires susvisés	535-536 ; 540		173	
18.3. Contrôle de l'émetteur	535-536 ; 538			
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA			
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	133-135 ; 391 ; 508-520			
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR				
	123 ; 125 ; 147 ; 151-154 ; 166-167 ; 176 ; 179-183 ; 191-194 ; 198-202 ; 204-206 ; 217-218 ; 220-222 ; 301-447 ; 454-523 ; 561			
20.1. Informations financières historiques				
20.2. Informations financières proforma	NA			
20.3. États financiers	123 ; 125 ; 147 ; 151-154 ; 166-167 ; 176 ; 179-183 ; 191-194 ; 198-202 ; 204-206 ; 217-218 ; 220-222 ; 301-447 ; 454-523			
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	448-453 ; 524-529			
20.5. Date des dernières informations financières	302 ; 454		56	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	3-22 ; 57-61	6-27 ; 56-170	3-25
20.7. Politique de distribution des dividendes	533-534		42	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	232 ; 444-447 ; 521-523	36-37	3-5 ; 55 ; 158-163	26 ; 36-37
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	66			
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES				
21.1. Capital social	130-131 ; 535-540	62	173	
21.2. Acte constitutif et statuts	541-545		174-184	
22. CONTRATS IMPORTANTS	67		40	31
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	NA			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	540			
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	28-29 ; 414-442 ; 508-520			